

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain,
Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan
Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Didier Molders, Ahmed Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.03.25

**#Objet : Motion : Auderghem, commune engagée dans la lutte contre le radicalisme et les
extrémismes violents #**

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil,

Vu la motion déposée par Alan Lenglet portant « Motion : Auderghem, Commune antifasciste ! », en ce compris les trois corrections déposées le 25.03.2025

Vu l'amendement unique déposé par Mathieu Poma, chef de groupe, au nom des groupes "Liste de la bourgmestre" et "MR-LES ENGAGÉS-VLD-CDV" visant à remplacer l'intégralité du contenu de la motion ;

Le Président déclare que le Conseil va d'abord voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion. Si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

- POUR : 23 voix
- CONTRE : 0 voix
- ABSTENTION : 7 voix

Décide

D'approuver le texte de la motion « Auderghem, commune engagée dans la lutte contre le radicalisme et les extrémismes violents » tel que repris ci-dessous.

Auderghem, commune engagée dans la lutte contre le radicalisme et les extrémismes violents

Le Conseil communal

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables : Déclaration universelle des droits humains, Convention européenne de sauvegarde des droits humains, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

Vu la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

Considérant que la montée des extrémismes, radicalismes violents dans le monde, en Europe ainsi qu'en

Belgique est un fait que nous ne pouvons nier tout comme la remise en cause par ceux-ci des libertés, mesures de tolérance et approches scientifiques ;

Considérant qu'historiquement l'agissement et les politiques des mouvements d'extrême droite, extrême gauche, intégristes religieux ou autres extrémistes et leur politique a entraîné des conséquences catastrophiques sur la vie de millions de personnes et qu'il est urgent et indispensable d'empêcher toute tentative de restructuration et de développement des extrémistes ;

Considérant le dévoiement de la démocratie par différents mouvements extrémistes et populistes ;

Considérant que près d'un tiers de la population auderghemoise n'est pas belge, ainsi que les nombreuses minorités visibles ou invisibles qui la composent ;

Considérant la richesse qu'apporte la diversité de culture, d'opinion politique, de toute autre orientation sexuelle ou mode de vie ;

Considérant les bénéfices considérables qu'ont apporté à l'humanité l'analyse objective des faits ainsi que les méthodes scientifiques basées sur l'expérience, la raison et l'analyse rationnelle ;

Considérant qu'Auderghem est et doit rester une ville où le vivre ensemble est une réalité. Une commune où le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et le fascisme n'ont pas leur place. Une commune où chacun amène sa pierre à l'édifice, quel que soit sa couleur de peau, son origine, son genre ou sa religion ;

Considérant les bénéfices qu'apportent à tous l'accès non censuré aux livres, la culture ou autres supports d'opinion ou d'analyse tant scientifique, philosophique que politique ainsi que la richesse que le débat démocratique et l'éducation aux médias apporte à l'esprit critique chez les jeunes et moins jeunes ;

Considérant que les idéologies extrémistes se nourrissent souvent de la désinformation et du rejet de la rationalité, et rappelant l'importance essentielle des méthodes scientifiques fondées sur l'expérience, la raison critique et l'analyse rigoureuse des faits pour préserver une démocratie saine et lutter efficacement contre ces dérives ;

Considérant que de nombreuses initiatives sur le devoir de mémoire vis-à-vis des crimes nazis ont vues le jour dans le passé à Auderghem, comme récemment encore l'inauguration d'une plaque commémorative logeurs d'enfants juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ;

Décide

Article 1 : de réaffirmer avec force qu'Auderghem est le premier maillon de la défense et de la promotion de la démocratie.

Article 2 : d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion de propos incitant à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, , à la discrimination relative à l'orientation religieuse, sexuelle ou de genre, à l'origine sociale, des propos ouvertement xénophobes, sur le territoire d'Auderghem.

Article 3 : de protéger par tous les moyens légaux l'accès non censuré aux livres, la culture et médias ne violant pas l'article 2 ainsi qu'à l'enseignement et aux sciences basées sur l'analyse des faits.

Article 4 : d'appliquer par conséquent, sans pour autant remettre en cause le principe de liberté d'expression en toute communication, le principe du «cordon sanitaire médiatique», en ne donnant pas la parole ou un quelconque espace d'expression médiatique aux extrêmes, à leur propos ou à leur représentants.

Article 5 : d'engager les services compétents à prendre en considération tous les signaux d'incitation à la haine, au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme, , aux discriminations liées à l'orientation sexuelle, religieuse, au genre, à l'origine sociale, ouvertement fascistes et xénophobes , de remise en cause du libre accès aux livres ou tout autre média ainsi qu'à la science et l'enseignement et engager, tout en respectant le cadre juridique national, régional et communal, toute procédure administrative et judiciaire possible pour empêcher la diffusion de ces propos sur le territoire de Auderghem.

Article 6 : de soutenir et de promouvoir les initiatives dans le cadre du devoir de mémoire de la résistance face au nazisme, au fascisme et à tous les extrémismes.

Article 7 : d'impliquer la jeunesse en la sensibilisant aux dangers des extrémismes en général, à l'histoire des migrations, du développement de la pensée critique et des différentes libertés garanties par la Constitution afin de promouvoir le vivre ensemble et l'épanouissement de tous, par des actions citoyennes dans les écoles où la commune est le pouvoir organisateur.

Article 8 : d'insister auprès des autorités formatives sur le caractère essentiel – dans la formation des travailleurs et travailleuses de la fonction publique – d'exercer en toutes circonstances ces fonctions de manière juste, égalitaire et respectueuse de la neutralité de la fonction publique, vis-à-vis de toutes les citoyennes et citoyens, sans discrimination d'origine, de genre, de classe, ... Les raccourcis extrémistes ou la remise en cause des libertés n'ont pas leur place dans notre société et encore moins au sein des services

publics. Par ailleurs, la formation continue des agents communaux doit également être assurée en la matière dans le cadre prévu par la loi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 23 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Elise Willame, François Lebovy, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 mars 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain,
Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan
Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Didier Molders, Ahmed Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.03.25

**#Onderwerp : Motie: Oudergem, een gemeente die zich inzet in de strijd tegen radicalisme en
gewelddadig extremisme #**

Openbare zitting

Secretariaat

De Raad,

Gezien de motie ingediend door de heer Alan Lenglet " Oudergem, Antifascistische gemeente!" met inbegrip van de drie correcties ingediend op 25.03.2025 ;

Gezien het enkele amendement van de heer Mathieu Poma, fractieleider, namens de fracties "Liste de la bourgmestre" en "MR-LES ENGAGÉS-VLD-CDV", ter vervanging van de gehele inhoud van de motie;

De Voorzitter zegt dat de Raad eerst over het amendement zal stemmen. Als het amendement wordt goedgekeurd, wordt er niet verder gestemd over de motie. Als het amendement wordt verworpen, wordt er gestemd over de motie.

De stemming over het amendement vond plaats bij handopsteken met de volgende uitslag:

- VOOR: 23 stemmen
- TEGEN: 0 stem
- ONTHOUDING: 7 stemmen

Beslist

de tekst van de motie "Oudergem, een gemeente die zich inzet in de strijd tegen radicalisme en gewelddadig extremisme" goed te keuren zoals hieronder is weergegeven.

De gemeenteraad

Gelet op de Europese en internationale verbintenissen die België is aangegaan ter bescherming van de fundamentele rechten van de mens, en in het bijzonder van de meest kwetsbaren: de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie;

Gelet op de Wet van 30 juli 1981 betreffende de bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden;

Gelet op de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de Wet van 23 maart 1995 betreffende de bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

Overwegende dat de opkomst van extremisme en gewelddadig radicalisme in de wereld, in Europa en in België een feit is dat we niet kunnen negeren, net zoals het feit dat deze stromingen de vrijheid, tolerantie en wetenschappelijke benaderingen ondermijnen;

Overwegende dat historisch gezien de daden en het beleid van extreemrechtse, extreemlinkse, religieus fundamentalistische of andere extremistische bewegingen rampzalige gevolgen hebben gehad voor miljoenen mensen, en dat het dringend en noodzakelijk is om elke poging tot herstructurering of ontwikkeling van extremisme te verhinderen;

Overwegende de misbruik van democratie door verschillende extremistische en populistische bewegingen;

Overwegende dat bijna een derde van de bevolking van Oudergem geen Belgische nationaliteit heeft, evenals de vele zichtbare en onzichtbare minderheden die deel uitmaken van de gemeenschap;

Overwegende de rijkdom die voortkomt uit diversiteit in cultuur, politieke opvattingen, seksuele oriëntatie of levensstijl;

Overwegende de aanzienlijke voordelen die objectieve feitenanalyse en op ervaring, rede en rationele analyse gebaseerde wetenschappelijke methodes aan de mensheid hebben gebracht;

Overwegende dat Oudergem een gemeente is en moet blijven waar samenleven een realiteit is. Een gemeente waar racisme, antisemitisme, xenofobie en fascisme geen plaats hebben. Een gemeente waar iedereen bijdraagt aan de gemeenschap, ongeacht huidskleur, afkomst, geslacht of religie;

Overwegende de voordelen van ongecensureerde toegang tot boeken, cultuur en andere menings- of analysemiddelen, zowel wetenschappelijk, filosofisch als politiek, evenals de rijkdom die democratisch debat en mediageletterdheid bijdragen aan het kritisch denken bij jong en oud;

Overwegende dat extremistische ideologieën vaak gevoed worden door desinformatie en het afwijzen van rationaliteit, en dat wetenschappelijke methodes gebaseerd op ervaring, kritisch denken en rigoureuze feitenanalyse essentieel zijn om een gezonde democratie te behouden en deze ontsporingen effectief te bestrijden;

Overwegende dat talrijke initiatieven in Oudergem het herdenken van de nazimisdaden ondersteunen, zoals recent nog de inhuldiging van een gedenkplaat voor onderduikadressen van Joodse kinderen tijdens de Tweede Wereldoorlog;

Beslist om :

Artikel 1: met klem te bevestigen dat Oudergem de eerste schakel is in de verdediging en bevordering van de democratie.

Artikel 2: met alle wettelijke middelen te verhinderen dat op het grondgebied van Oudergem uitlatingen worden verspreid die aanzetten tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, discriminatie op basis van religieuze, seksuele of genderoriëntatie, sociale afkomst, of openlijk xenofobisch zijn.

Artikel 3: met alle wettelijke middelen het ongecensureerde toegang tot boeken, cultuur en media die artikel 2 niet schenden, evenals tot onderwijs en wetenschappen gebaseerd op feitenanalyse, te beschermen.

Artikel 4: bijgevolg, zonder afbreuk te doen aan het beginsel van de vrijheid van meningsuiting, het principe van het “mediale cordon sanitaire” toe te passen door geen platform of spreektijd te geven aan extremistische opvattingen, hun inhoud of hun vertegenwoordigers.

Artikel 5: de bevoegde diensten ertoe aan te zetten om alle signalen van aanzet tot haat, racisme, antisemitisme, seksisme, discriminatie op basis van seksuele, religieuze of genderoriëntatie of sociale afkomst, openlijke fascistische en xenofobe uitlatingen, of pogingen om de vrije toegang tot boeken, media, wetenschap en onderwijs te beperken, ernstig te nemen, en, met respect voor het nationale, gewestelijke en gemeentelijke juridische kader, elke mogelijke administratieve en gerechtelijke procedure op te starten om de verspreiding ervan op het grondgebied van Oudergem te verhinderen.

Artikel 6: initiatieven te ondersteunen en te bevorderen in het kader van de herdenking van het verzet tegen nazisme, fascisme en alle vormen van extremisme.

Artikel 7: jongeren te betrekken door hen bewust te maken van de gevaren van extremisme in het algemeen, van de migratiegeschiedenis, de ontwikkeling van kritisch denken en de verschillende vrijheden die door de Grondwet worden gewaarborgd, met het oog op het bevorderen van samenleven en persoonlijke ontplooiing via burgerinitiatieven in de scholen waarvoor de gemeente het organiserend gezag is.

Artikel 8: bij opleidingsinstanties aan te dringen op het essentiële belang dat ambtenaren hun taken in alle omstandigheden op een rechtvaardige, gelijke en neutrale wijze uitoefenen tegenover alle burgers, zonder discriminatie op basis van afkomst, geslacht, klasse, enz. Extremistische uitspattingen of het in vraag stellen van fundamentele vrijheden horen niet thuis in onze samenleving, en nog minder binnen de openbare

diensten. De permanente vorming van gemeentepersoneel op dit vlak moet bovendien worden verzekerd binnen het wettelijk kader.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 23 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Elise Willame, François Lebovy, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 maart 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos